



## Assemblée générale

Distr. générale  
23 juin 2017  
Français  
Original : espagnol

---

### **Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable**

New York, 5-9 juin 2017

Point 8 de l'ordre du jour

**Débat général**

### **Lettre datée du 15 juin 2017, adressée aux Présidents de la Conférence par le Représentant permanent de la Bolivie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la réponse communiquée par la Mission permanente de la Bolivie auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir annexe) dans l'exercice de son droit de duplique à la note de réplique, présentée par la délégation chilienne le 5 juin 2017 et distribuée, le 13 juin, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la Conférence, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

(Signé) Sacha Llorentty Solíz



**Annexe à la lettre datée du 15 juin 2017 adressée aux Présidents de la Conférence par le Représentant permanent de la Bolivie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Duplique de la Bolivie à la réplique présentée par le Chili comme suite à l'intervention du Président Evo Morales lors de la Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable**

1. La Bolivie souhaite communiquer sa duplique et sa position au regard de la note de réplique présentée par la délégation chilienne et distribuée, le 13 juin 2017, comme suite à la déclaration faite le 5 juin 2017 par Evo Morales Ayma, Président de l'État plurinational de Bolivie, à la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur les océans, les mers et les ressources marines.

**A. Caractère pluraliste de l'Organisation des Nations Unies**

2. La Bolivie est au regret de constater que, pour le Chili, la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur les océans, les mers et les ressources marines porte uniquement sur les pays côtiers alors qu'en fait, elle vise à permettre à tous les pays participants d'engager un débat autour de la préservation des océans, des mers et des ressources marines en tant que patrimoine commun de l'humanité, dont l'exploration et l'exploitation doivent se faire au bénéfice de l'humanité tout entière, indépendamment de la situation géographique des États.

3. Les insinuations et les excès de langage que s'est autorisés le Chili pour critiquer la participation à la Conférence d'un des membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies sont inacceptables : ils s'inscrivent dans une attitude discriminatoire, partielle et contraire aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

4. Contrairement à la position adoptée par le Chili, la Bolivie considère cette rencontre comme l'occasion d'échanger des vues sur des questions qui concernent l'ensemble de la communauté internationale, conformément aux dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et aux principes établis et adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 2749 (XXV).

**B Consécration du droit d'accès à la mer**

5. Les pays en développement sans littoral ont réaffirmé le droit d'accès à la mer et depuis la mer que leur confère la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, y compris la liberté de transit à travers le territoire des États de transit par tous les moyens de transport nécessaires. Telle est la position adoptée dans le cadre du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024, qui met en lumière les engagements pris pour réduire les délais de transit moyennant la promotion du développement et de l'entretien des infrastructures, la facilitation du commerce, le maillage des chaînes de valeur et le renforcement de l'intégration régionale.

6. La Bolivie regrette que la délégation chilienne fasse fi des droits de 32 États Membres de l'ONU et passe outre à la déclaration faite par le Groupe des pays en développement sans littoral lors de la Conférence. À cette occasion, celui-ci avait réaffirmé que les océans étaient le patrimoine commun de l'humanité et que la préservation de leur viabilité et de leur santé revêtait une importance cruciale pour

tous les pays et souligné que, bien que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer octroie aux pays en développement sans littoral des droits d'accès à la mer et d'exploitation des ressources marines, ces droits n'avaient pas encore été pleinement réalisés. Il avait également souligné que la facilité d'accès à la mer et la liberté de transit étaient essentielles si l'on voulait assurer l'intégration des pays en développement sans littoral dans l'économie mondiale, la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne et la réalisation du développement durable.

**C Manquement du Chili à ses obligations internationales en matière de liberté de transit**

7. La Bolivie tient à rappeler à la délégation chilienne que les États de transit sont tenus de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour éviter les retards ou les difficultés de caractère technique dans l'acheminement du trafic en transit, ou à en éliminer les causes. Or, le Chili manque régulièrement à cette obligation, puisque les autorités du pays ont fait obstacle à la liberté de transit à huit reprises depuis janvier 2015, tant à la frontière entre le Chili et la Bolivie que dans les ports d'Arica et d'Antofagasta, ce qui a eu pour effet de bloquer la circulation des marchandises.

8. Ces obstacles au libre transit ont causé des pertes économiques graves au peuple bolivien et porté préjudice à de nombreux transporteurs, qui ont été exposés aux intempéries et au manque d'eau et de nourriture, en violation de leurs droits les plus fondamentaux. Cette situation a d'ailleurs été portée à l'attention du Conseil des droits de l'homme en 2016.

**D. Revendication de la Bolivie en matière d'accès à la mer : une question d'intérêt multilatéral**

9. La Bolivie respecte le système des Nations Unies, ses organismes, ses instances et, en particulier, la Cour internationale de Justice, devant laquelle elle a porté deux litiges l'opposant à la République du Chili. Ces procédures sont conduites dans le respect le plus strict des règles en vigueur. À cet égard, la Bolivie espère que le Chili respectera les jugements rendus par la Cour et demeurera partie aux mécanismes de règlement pacifique des différends établis par le droit international.

**E. Conclusions**

10. La Bolivie déplore que le Chili néglige une question qui concerne l'ensemble de la communauté internationale et se dit de nouveau préoccupée par le fait que les autorités chiliennes ne prennent pas les mesures qui s'imposeraient pour garantir la liberté de transit depuis et vers l'océan Pacifique ainsi que les droits fondamentaux des transporteurs boliviens. Les États parties à la Conférence considèrent que les océans, les mers et les ressources marines sont le patrimoine commun de l'humanité. Au-delà des beaux discours, cette conception doit se traduire par des mesures concrètes et efficaces qui s'appliquent à tous les États, sans discrimination aucune.